

RCA : La honte !

Toujours la même rengaine : des plans d'urgence fumeux que l'on tente de vendre aux partenaires internationaux en espérant leurs contributions financières.

La dernière initiative en date est celle du ministre de la communication et de la réconciliation nationale. S'appuyant sur le plan d'actions d'urgence du gouvernement de transition, Madame Moussa Montaigne détaille quatre axes d'actions prioritaires en faveur de la réconciliation :

- diffusion de message politiques sur les questions sécuritaires, d'impunité, de paix et de réconciliation ;
- poursuite et intensification du dialogue avec les groupes armés et leurs dirigeants ;
- transformation des dynamiques intergroupes dans des zones prioritaires ;
- engagement immédiat de dialogue direct avec les déplacés et réfugiés.

Ce plan est conçu pour être déroulé pendant les six prochains mois, de juin à décembre 2014.

On aimerait applaudir à cette initiative, le seul élément concret à mettre au crédit du gouvernement de transition. On ne le fera point car ce plan est voué à l'échec, pour les raisons ci-après :

A – diffuser des messages politiques sur les questions de sécurité, d'impunité, de paix et de réconciliation, revient à faire de la propagande. Cela relève de l'agitation stérile, c'est une politique de communication sans grand intérêt.

La seule attitude concrète en ce domaine consiste à arrêter les criminels qui commettent ces exactions, à les juger et à condamner ceux qui sont reconnus coupables. C'est le seul message compréhensible et crédible que la population attend de ses dirigeants. Des clips vidéo télévisés ou des messages radiophoniques seraient vite tournés en dérision ou détournés de leur vocation première ;

B – intensifier le dialogue avec les groupes armés et leurs dirigeants ? La République centrafricaine ne fait que cela, au moins depuis l'année 1998. Si dialoguer consiste à palabrer indéfiniment pendant que les crimes se perpétuent, une telle politique n'a aucun intérêt.

Le gouvernement aurait au contraire intérêt à soutenir mordicus les forces internationales de la Misca et de Sangaris, à travers les opérations de désarmement et de cantonnement des différents groupuscules rebelles. Sauf à ce que les uns et les autres déposent unilatéralement les armes et rentrent dans la légalité, nul dialogue ne peut s'engager sur le fond alors que les uns ou les autres ont le doigt sur la gâchette ;

C – la poursuite de « la transformation des dynamiques intergroupes » est un cache misère qui ne dit pas son nom, dès lors que la composition interne, le contenu et les modalités de fonctionnement de ces groupes ne sont pas explicitement exposés.

Il faudrait au contraire faire confiance aux chefs traditionnels, chefs de terre, chefs de village ou juges coutumiers, et les impliquer durablement dans le cadre d'instances locales de dialogue communautaire consacrées au vivre ensemble sur des choses concrètes (accès à l'eau potable, entretien des routes, partage des corvées de bois de chauffe, surveillance des plantations, accompagnement des enfants à l'école, délimitation de cimetières communautaires, etc.) capable de restaurer la confiance ;

D – enfin, l'engagement immédiat du dialogue avec les déplacés et les réfugiés passe par trois préconisations préalables,

- les conditions et modalités d'indemnisation de ceux qui ont tout perdu ;

- les conditions de relogement des uns et des autres au regard de la politique de reconstruction d'un tissu urbain totalement dévasté ;
- le délai de rapatriement des réfugiés et la problématique de leur sécurité.

Ce n'est donc pas en six mois que les liens de la réconciliation seront tissés. Le plan en question apparaît dès lors comme un prétexte appelé à justifier la présence et le maintien du ministre au sein du gouvernement de transition, après 100 jours d'anomie. Une honte !

Paris, le 28 mai 2014

Prosper INDO